

Généralement, en 1966, des gains se sont produits dans un grand nombre de catégories de dépenses définitives. Pour la troisième année consécutive, les dépenses des entreprises en équipement et en matériel ont été un facteur dominant, l'investissement dans ces catégories augmentant de près de 18 p. 100 en comparaison à une augmentation de 20 p. 100 dans chacune des deux années précédentes. Aux niveaux provincial et municipal, les dépenses en capital des gouvernements ont renforcé la demande du secteur commercial, ce qui a occasionné une augmentation de plus de 18 p. 100 des dépenses publiques et privées totales en installations industrielles. Pour la seconde année consécutive, les dépenses en logements neufs n'ont accusé que des gains fragmentaires. Une diminution sensible des prêts hypothécaires consentis par les prêteurs conventionnels a contribué à une baisse marquée du nombre d'unités d'appartements mises en chantier; les logements unifamiliaux mis en chantier ont accusé une légère diminution. Les investissements des entreprises dans les stocks se sont maintenus à un niveau légèrement inférieur à celui de 1965.

Les dépenses publiques en biens et services, y compris les biens-capitaux, ont augmenté de plus de 16 p. 100 sur 1965. L'augmentation des dépenses en traitements et salaires a constitué un élément important du changement global. Dans ce domaine, les paiements rétroactifs de salaires associés à l'augmentation des taux de rémunération des Forces armées et de la Fonction publique aux divers paliers de gouvernement, dont certains ont fait l'objet de rajustements pendant plusieurs années, expliquent la majeure partie de l'augmentation. L'excédent, calculé dans le cadre des comptes nationaux, pour tous les gouvernements, a quelque peu augmenté en 1966 et cela entièrement comme conséquence de l'apport du Régime de pensions du Canada et du Régime des rentes du Québec. À l'exclusion de ces contributions, l'excédent fédéral a diminué d'environ 440 millions et le déficit provincial-municipal a augmenté d'environ 240 millions.

Les dépenses de consommation ont été supérieures d'environ 9 p. 100 à celles de 1966; en raison de l'augmentation de 9.5 p. 100 du revenu personnel disponible, l'épargne personnelle nette a augmenté. Les prix des biens de consommation ont augmenté de 3.5 p. 100 au regard de 2 p. 100 en 1965. Les dépenses en biens durables ont augmenté de 4 p. 100 dans l'ensemble, mais il n'y a pas eu d'augmentation sur 1965 des dépenses en voitures, contrastant avec les augmentations sensibles de chacune des quatre années précédentes. Les dépenses en biens non durables et en services ont augmenté, respectivement, de 9.5 et 9 p. 100.

La demande de marchandises canadiennes sur les marchés mondiaux a augmenté de 16 p. 100 par rapport à 1965, comparativement à une augmentation de 6.5 p. 100 en 1965 par rapport à 1964. Les exportations de blé aux pays tels que l'Union soviétique et la Chine continentale, associées à une avance importante des exportations de pièces d'automobile, principalement aux États-Unis, expliquent environ la moitié de l'augmentation de 1,600 millions de dollars dans les exportations de marchandises. Les importations ont augmenté de 15 p. 100. Le 1<sup>er</sup> janvier 1965, l'Accord canado-américain sur les produits de l'automobile a occasionné une expansion des importations de pièces d'automobile, mais le déficit traditionnel en ce qui concerne ces produits a accusé une diminution de plus de 100 millions de dollars en 1966. Les investissements ont occasionné une nouvelle augmentation importante des importations de machines et d'équipement. Bien que l'excédent au compte des marchandises ait augmenté d'environ 100 millions, cette amélioration a été contrebalancée par un déficit plus important au chapitre des invisibles courants; comme conséquence, le déficit des paiements courants, dans le cadre des comptes nationaux, s'est accru de 72 millions.

En ce qui concerne le revenu, les caractéristiques dominantes de l'année 1966 ont été l'augmentation d'environ 13 p. 100 du revenu de la main-d'œuvre, soit l'un des gains les plus importants enregistrés depuis 1951, l'augmentation de 34 p. 100 du revenu agricole à la suite d'une récolte sans précédent de céréales dans l'Ouest, et la baisse fragmentaire des bénéfices des sociétés, lesquels avaient augmenté de façon ininterrompue durant les cinq années précédentes.